



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Mail : continuer.npa.2022@gmail.com

COMMUNIQUÉ

À Paris, le 7 janvier 2023

Plan Santé de Macron : halte au massacre de l'hôpital !

Macron s'est déplacé à l'hôpital sud-francilien pour annoncer une énième « refondation » du système de santé. Des « vœux » prononcés devant un parterre de soignants triés sur le volet, pendant que les collègues en colère étaient parqués à l'extérieur - et le rassemblement organisé par les syndicats et comités de soutien repoussé jusque sur la route par la police.

Après avoir osé le traditionnel coup de chapeau à ceux qui affrontent chaque jour la situation déplorable de l'hôpital public, dont le gouvernement porte pourtant l'entière responsabilité, Macron s'est empressé d'expliquer que ce n'était surtout pas une question de moyens. Donc rien à attendre de ce côté-là, alors que les hospitaliers n'ont de cesse de dire l'urgence d'embaucher étant donné l'enfer quotidien du sous-effectif et ses conséquences dramatiques. Pour le seul mois de décembre, Samu-Urgences de France estime à plus de 160 le nombre de morts pour rien, morts d'avoir trop attendu sur un brancard aux urgences.

Face à cette situation dramatique, le président n'agit que des mesures cosmétiques, comme le doublement du nombre d'assistants médicaux, qui s'élèvent à 4000 à l'heure actuelle et ne peuvent être une réponse sérieuse aux déserts médicaux. Il stigmatise au passage les usagers qui ne connaîtraient pas la « valeur » de la santé « parce qu'elle n'a plus de prix »... Une indécence qui n'étonne pas de la part de Macron, qui tente de faire oublier que 20 000 lits ont été fermés en cinq ans, y compris en pleine épidémie, et qu'aujourd'hui même des enfants trouvent porte close aux urgences parce qu'elles sont saturées.

On prend la mesure l'inaction du gouvernement quand Macron se targue de « commencer à augmenter les places ouvertes pour les infirmiers ». « Commencer » ? Un bel aveu que rien n'a été fait depuis trois ans en matière de formation et d'augmentation des effectifs ! À la suite de la première vague de Covid, les capacités d'accueil en Ifsi n'ont été augmentées que de 3 % ! Si plus d'élèves infirmiers avaient été admis à ce moment-là, ils seraient formés aujourd'hui, et opérationnels. Et qu'en est-il des moyens pour la formation professionnelle, de la titularisation des contractuels ?

Loin d'apporter des solutions, cette « refondation » annonce de nouvelles attaques : face à la fuite de nombreux professionnels, il faudrait les « responsabiliser », ou encore « travailler à une meilleure organisation du temps de travail ». Et là, tout y passe, notamment les 35 heures : une aberration, selon le président, qui constate que l'hôpital marche sur les heures supplémentaires. Il faudrait donc travailler encore plus et ne pas être payé ? Non, l'aberration c'est de ne pas embaucher !

Point d'orgue des annonces : la fin de la tarification à l'activité. Hier financés « à l'acte », les hôpitaux le seraient demain « à l'objectif » ? À enveloppe budgétaire égale - et considérablement insuffisante - le cercle vicieux des hôpitaux poussés à la rentabilité sera le même. Alors que la santé devrait être gratuite et de qualité pour tous.

Finalement, ce « plan Santé » est à l'image de la réaction suite à la mise en arrêt, pour épuisement, de la quasi-totalité de l'équipe des urgences de l'hôpital de Thionville la semaine dernière : une tente de fortune installée devant les urgences du CHR de Metz à 30 kilomètres, et une poignée de postes de contractuels créés ! Que des rustines, ou pire.

Il n'y a rien à attendre des premiers responsables de cette situation. De nouvelles grèves ont lieu chaque semaine dans les hôpitaux, les cliniques, les Ehpad, partout sur le territoire. Les appels à la mobilisation se multiplient. C'est en coordonnant nos luttes et en montrant notre force collective que nous arracherons des embauches massives, une augmentation générale des salaires et des conditions dignes pour soigner... et être soigné !